

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

Centrale de l'Est - Route Nationale
57270 Richemont

Références : RICHEMONT_ALFI_2026-02-10_RAPVI-SGS-PMII-PPE_CP_02567
Code AIOT : 0006201722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 octobre 2025 et sur les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

- Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont
- Code AIOT : 0006201722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

Il est notamment soumis aux arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- SGS
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'inspection et stratégie de contrôle des réservoirs cryogéniques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Recensement des équipements soumis au plan de	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	modernisation			
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 partiel	/	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 partiel	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté que le SGS a été complété avec un chapitre sur le vieillissement : la mise en demeure du 16 octobre 2025 peut être levée.

Par ailleurs, compte tenu des engagements pris par l'exploitant, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois les justificatifs de :

- la formation aux premiers prélèvements environnementaux (PPE) du personnel susceptible d'être présent sur le site ;
- la disponibilité des moyens de prélèvements sur le site.

Les autres points contrôlés n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'inspection et stratégie de contrôle des réservoirs cryogéniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Elaboration et mise en oeuvre du plan
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils

ont été établis ;

[...]

Les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Ces guides définissent [...] les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle [...].

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore [...] [une] stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...].

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...]

Chapitre 4.2.2 (partiel) relatif à la mise en oeuvre des plans d'inspection du guide DT97 d'inspection et de maintenance des réservoirs cryogéniques

Les différentes opérations prévues dans les plans d'inspections sont :

- les visites externes annuelles réalisées par des opérateurs ou des inspecteurs. Les rapports de visite sont validés par le responsable hiérarchique de l'intervenant. La fiche de visite externe annuelle de l'annexe 1 donne le contenu pour ces visites lorsque ces points sont applicables aux réservoirs concernés.

- les inspections externes détaillées en exploitation, réalisées tous les cinq ans par des inspecteurs. Les fiches de visites externes détaillées de l'annexe 4 donnent le contenu pour ces inspections détaillées de l'extérieur. Les rapports d'inspection sont validés par le responsable maintenance ou le chef du service inspection si existant. [...]

Constats :

Lors de la visite du 28 août 2025, l'inspection avait demandé à l'exploitant de compléter les trames de visite externe annuelle et d'inspection externe détaillée en précisant les critères et les délais d'action(s) corrective(s).

Le service d'inspection a examiné les documents mentionnés ci-après :

- le plan de modernisation - stockages cryogéniques "2.IT.COM.010A" révision 5 complété en page 6 ;

- la trame d'inspection externe détaillée "2.IT.COM.010A.F03" révision 4 complétée par :

- le contrôle du niveau de l'isolant et en cas d'appoint nécessaire, ce dernier doit être réalisé dans un délai de 2 mois,
- l'ajout du suivi du balayage inter paroi et de la présence de gaz stocké dans le balayage ;

- la trame d'inspection externe annuelle "2.IT.COM.010A.F02" révision 4.

Les délais des actions correctives sont mentionnés en bas de pages des trames des inspections externes annuelles (2.IT.COM.010A.F02) et des inspections externes détaillées (2.IT.COM.010A.F03) examinées.

Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des équipements soumis au plan de modernisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2026

Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...]

Constats :

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-376 du 16/10/2025 de respecter les dispositions de l'article 3 de l'annexe I (partiel) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé en complétant son SGS (Système de Gestion de la Sécurité) avec un chapitre sur le vieillissement.

Le service d'inspection a examiné le document "SOP.CIP.12.RIC.31 Correspondance SGS SEVESO SH et SMI" du 27/10/2025 intégrant le thème du vieillissement en page 3. La procédure nationale "2.IT.COM.010 Plan de modernisation des Installations Industrielles" décrit la stratégie mise en œuvre et toutes les modalités de conformité au PMII (Plan de Modernisation des Installations Industrielles). Le SGS a été complété avec un chapitre sur le suivi du vieillissement.

Suite à l'inspection du 28 août 2025, l'exploitant devait mettre à jour la liste des équipements soumis à suivi au titre du plan de modernisation.

Le service d'inspection a constaté que la "liste assets Plan de modernisation RICHEMONT" a été complétée avec la cuvette de rétention commune aux réservoirs cryogéniques B03/R10/R13". La cuvette est donc intégrée au PMII.

L'exploitant devait également apporter les justificatifs permettant de démontrer que la tuyauterie de diamètre nominal 500 d'eau méthanolée n'est pas soumise au plan de modernisation.

Le service d'inspection a examiné la revue de Corrosion tuyauteries sortie bacs cryogéniques - Site de Richemont référencé "F.156.CIP.12.RIC.01" du 3/12/2025 dont l'analyse menée sur les

<p>tuyauteries de gaz liquéfiés conclut à leur exclusion du suivi au titre du PMII en l'absence du mode dégradation lié au vieillissement.</p> <p>Le service d'inspection a consulté le certificat CLP de l'eau méthanolée confirmant l'absence de la mention de danger H301.</p> <p>Le recensement des équipements soumis au plan de modernisation a été mis à jour par l'exploitant.</p> <p>Compte tenu des actions correctives apportées et des éléments justificatifs précités, l'inspection propose de lever la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 partiel
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opération Interne)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'annexe du POI référencé "SOP CIP 12 LOR 27" - Produits de décomposition et stratégie PPE (premiers prélèvements environnementaux) ; - la procédure référencée "SOP CIP 12 LOR 28" - Définition des premiers prélèvements environnementaux (PPE) en cas d'accident industriel. <p>Sur la base des produits présents sur le site, des différents guides de l'INERIS, de la méthodologie prescrite par France Chimie et des retours d'expérience du prestataire mandaté pour la mission, l'exploitant a déterminé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des substances ou familles de substances recherchées en phase d'urgence, - les lieux de prélèvements en fonction des différents sens du vent, - les modes opératoires. <p>Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 partiel
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opération Interne)
Prescription contrôlée :

<p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le service d'inspection a examiné la procédure référencée "SOP CIP 12 LOR 28" - Définition des premiers prélèvements environnementaux (PPE) en cas d'accident industriel.</p> <p>La stratégie de prélèvement environnemental de l'exploitant repose sur une réactivité immédiate avec la réalisation des premières mesures à initier en moins d'une heure afin de quantifier les expositions dès la phase d'urgence.</p> <p>L'organisation est détaillée en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 partiel</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opération Interne)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le service d'inspection a consulté la procédure référencée "SOP CIP 12 LOR 28" - Définition des premiers prélèvements environnementaux (PPE) en cas d'accident industriel.</p> <p>Pour garantir une meilleure réactivité, le site prévoit de disposer prochainement du matériel de prélèvement, le personnel d'astreinte de l'exploitant sera formé aux PPE (vu le bon de commande n°5111523387 validé le 3 février 2026).</p> <p>La formation du personnel débutera après validation du CSSCT programmé le 3 mars 2026.</p> <p>Le test réalisé pendant l'inspection de deux numéros d'astreinte mentionnés dans le POI n'appelle pas observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des engagements pris par l'exploitant, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois les justificatifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la formation aux PPE du personnel susceptible d'être présent sur le site ; - la disponibilité des moyens de prélèvements sur le site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>